

# Enseignement – Recherche – Santé Même Combat !

Tous unis contre des réformes qui visent à détruire le service public.

## 1. Une même logique :

### Université :

La loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités (LRU) consacre le **désengagement financier de l'état** dans le secteur de l'enseignement et de la recherche. Cela entraîne(ra) :

**La privatisation** du secteur. Tous les pouvoirs étant concentrés dans les mains des seuls présidents devenus des managers.

Un **accès à l'enseignement inégalitaire et non garanti pour tous.**

Les enseignants chercheurs **devront « vendre » de l'enseignement** et auront des objectifs dont dépendra la répartition entre leurs enseignements et leurs recherches.

**Soumission des programmes** d'enseignement et de recherche **au secteur privé** entraînant la suppression des filières considérées comme « non rentables ».

Une **mise en concurrence** des universités entre elles, des chercheurs entre eux. **Logique managériale** proprement délétère et contre-productive.

Une **augmentation vertigineuse des frais d'inscription** pour les étudiants.

**Disparition du statut de fonctionnaire** dans l'enseignement et multiplication des contrats de type privé.

La **suppression de 1000 postes** statutaires et l'**emploi massif de précaires**. Dans une logique dite de « recentrage sur le cœur de métier », externalisation et disparition progressive des administratifs de catégorie C.

### Hôpital :

La loi Bachelot consacre le **désengagement financier de l'état** dans le secteur de la santé. Cela entraînera :

**La privatisation**, transformant les hôpitaux en entreprise productrice de soins.

Une **inégalité d'accès aux soins** et la dégradation de leur qualité.

Les médecins **devront « vendre » du soin** et auront des objectifs dont dépendra, dans de fortes proportions, leur part variable de rémunération.

**Soumission** à la future Agence Régionale de Santé (ARS). Le directeur de l'ARS aux pouvoirs exorbitants sera le vrai patron pour imposer les choix politiques.

**Le recrutement discrétionnaire**, par les futurs directeurs de l'ARS de **contractuels à situation précaire**, avec une importante part variable de rémunération liée aux objectifs, en feront des Directeurs aux « ordres ». La nomination et le recrutement, y compris sur contrats de droit privé relèveront directement du directeur de l'établissement.

**La suppression massive d'emplois** d'infirmières et d'aides-soignants.

## **2. Un même objectif : la privatisation.**

Les contre-réformes qui touchent les secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche et de la santé, bien que présentées par le gouvernement comme « nécessaires » et ne visant que des aspects techniques (gestion du personnel, financements etc.), revêtent en réalité un aspect profondément idéologique. **Le but est d'abord de marchandiser la connaissance et la santé.** La recherche et l'enseignement supérieur n'auront plus pour vocation première de construire et de diffuser des connaissances (indépendamment d'un quelconque pouvoir politique), mais pour fonction désormais d'être utilitariste. L'utilité sera jugée à l'aune de ses applications industrielles ou pratiques. De même, **le maître-mot n'est plus la santé mais la rentabilité.** La préoccupation centrale n'est plus le malade mais le compte d'exploitation de l'hôpital.

Les premières victimes en seront les étudiants, les patients et les personnels de l'université et de l'hôpital.

## **3. Une même tactique : le passage en force.**

La tactique du gouvernement est désormais bien rodée. Il s'agit, dans un premier temps, de préparer l'opinion sur des « réformes » nécessaires, dénonçant le soi-disant archaïsme des fonctionnaires et des institutions dans lesquelles ils travaillent. Le citoyen est sommé de croire que « nous allons dans le mur », que partout ailleurs en Europe et dans le monde des « réformes » semblables ont été menées et que la France doit prendre le train en marche, au risque de perdre de sa compétitivité.

Bachelot, dimanche 8 février: « si nous ne réformions pas l'hôpital, il s'enfoncerait dans une crise grave ».

Sarkozy, le 22 janvier : « Et nous ne sommes pas aujourd'hui dans le peloton de tête des pays industrialisés pour la recherche et l'innovation. Il y a une raison à cela quand même, c'est parce que bien souvent on a reculé devant la nécessité de réformer nos universités et de nos organismes de recherche. »

Dans un deuxième temps le gouvernement passe en force, sans concertation, ses contre-réformes: la LRU a été votée fin juillet 2007 ! Le projet de décret réformant le statut des enseignants chercheurs est passé au conseil d'état et devant le conseil des ministres pendant les vacances parisiennes, les 21-22 avril !

**Il est urgent d'unir nos forces et de nous opposer à une politique qui sonne le glas de la fonction publique.**

**Enseignement – Recherche – Santé  
Même Combat !**

**UNISSONS-NOUS !**